

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 12 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

CONSTELLATION UTILITES SERVICES
Centre technique Aéroconstellation
31700 Blagnac

Références :

Code AIOT : 0006803147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement CONSTELLATION UTILITES SERVICES implanté Centre technique Aéroconstellation rue Franz Joseph Strauss 31700 Blagnac.

Les grandes installations de combustion (de puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW) permettent de produire de la chaleur ou de l'électricité pour différents sites industriels, mais aussi pour les particuliers. Elles contribuent à l'émission de différentes substances polluantes dans l'atmosphère, telles que les oxydes d'azote (NOx), les oxyde de soufre (SOx) ou encore les poussières. Ces différentes substances polluantes peuvent avoir un effet sur la santé humaine et sur l'environnement en dégradant la qualité de l'air. Deux contentieux européens et un contentieux national sont en cours contre la France pour le non-respect de la directive sur la qualité d'air ambiant concernant des dépassements en NOx et en poussières.

Depuis le 30 janvier 2025, l'arrêté ministériel du 3 aout 2018 modifié intègre les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au BREF LCP dédié aux grandes installations de combustion. Cet arrêté permet de regrouper dans un seul texte les dispositions réglementaires européennes et nationales applicables à ces installations. L'objectif de l'action nationale est de contrôler une partie des meilleures techniques disponibles applicables à ces installations, dont : le type de combustible utilisé dans l'installation de combustion, les périodes hors fonctionnement normal, les rejets atmosphériques des appareils de combustion avec la vérification du respect des nouvelles fréquences de contrôle et de la prise en compte des nouveaux paramètres à surveiller, le respect des valeurs limites d'émission imposées issues des NEA-MTD¹ du BREF LCP, ainsi que le contrôle sur site des systèmes de traitement de fumées.

Les installations ciblées pour cette action nationale sont les grandes installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW qui sont soumises à l'arrêté ministériel du 30 janvier 2025² et pour lesquelles le BREF LCP est déjà applicable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLATION UTILITES SERVICES
- Centre technique Aéroconstellation rue Franz Joseph Strauss 31700 Blagnac
- Code AIOT : 0006803147 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le centre technique Constellation Utilités Services assure la fourniture de plusieurs utilités pour la zone industrielle Aéroconstellation de Blagnac (secteur aéronautique), notamment : eau surchauffée, électricité, air comprimé, eau incendie. L'eau surchauffée est produite grâce une installation de combustion depuis le 30 août 2002.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique n°3110 (combustion). L'activité est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023, l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2025, ainsi que par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation (dit AMPG LCP).

L'installation de combustion est constituée par deux chaudières alimentée en énergie fossile (CH1 en gaz naturel ou en fioul domestique (FOD), CH2 en gaz naturel, une turbine à gaz (TAG), ainsi que deux chaudières biomasse (mises en œuvre en avril 2024). Il a été acté une puissance totale de 95 MW pour cette installation de combustion.

Ces appareils de combustion fournissent de l'eau surchauffée et de l'électricité à certains clients de la zone industrielle.

Le BREF (document de référence des meilleures techniques disponibles) principal du site est le BREF LCP (grande installation de combustion), dont la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles est datée au 17 août 2017. Conformément à l'article 3.VII, 3ème alinéa de l'AMPG LCP, les prescriptions de cet arrêté sont applicables 4 ans après la parution au journal officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale. En conséquence, les prescriptions de l'AMPG LCP sont applicables à compter du 17 août 2021.

Plus spécifiquement, le BREF LCP s'applique ici à 4 appareils de combustion : la chaudière 1 (avec combustible mixte : gaz naturel ou FOD), la chaudière 2 (gaz naturel), la chaudière biomasse BM2 et la turbine à gaz (TAG).

Aussi, seuls ces appareils ont fait l'objet des points de contrôle de cette inspection.

Thèmes de l'inspection : AN26 BREF LCP | Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-II	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Plan de gestion OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3	Demande d'action corrective	3 Mois
7	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I et III	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
11	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	Demande d'action corrective	6 Mois

13	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
15	Systèmes de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande d'action corrective	1 Mois
17	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I	
4	OTNOC : phase de démarrage et d'arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	
5	OTNOC : surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1	
6	VLE appareils de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10 à 13	
8	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I et III	
9	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I et III	
10	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I et III	
12	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28-1	
14	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	
16	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 et 36	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 17 points de contrôle qui ont fait l'objet de cette inspection, 7 non-conformités ont été relevées, notamment l'absence de mesure en continu sur certains polluants (SO₂ pour la chaudière CH2, NH₃ et HCl pour la chaudière biomasse BM2).

Au vu de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion (installations relevant de la directive IED), de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de respecter cette mesure en continu. Un délai de 6 mois est proposé à cette fin.

Par ailleurs, des justificatifs sont attendus sur d'autres points de contrôle pour que l'exploitant puisse démontrer sa conformité :

- analyse du sodium sur les échantillons biomasse

- mise à jour du plan de gestion OTNOC (mise à jour des procédures de maintenance préventive des systèmes de traitement des fumées, couverture de l'ensemble des différents types de période OTNOC, évaluation périodique des émissions en phase OTNOC, procédure de comptabilisation des durées et fréquence des périodes OTNOC avec prévision des suites à donner en fonction des résultats observés, pour réduire au mieux ces périodes)
- réalisation d'une mesure annuelle, pour les chaudières CH1 et BM2, sur les paramètres suivants : COVnM, formaldéhyde et HAP
- mise à jour de la procédure spécifique en cas de dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées
- justificatif de la déclaration sur la plate-forme GEREP des émissions en période OTNOC et NOC (conditions normales et autres que normales de fonctionnement)

S'agissant de la comparaison des VLE entre l'AM LCP et l'arrêté préfectoral d'autorisation, le tableau de synthèse suivant regroupe les données les plus contraignantes. Comme précisé en amont, ce tableau sera acté à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Cet arrêté imposera par ailleurs la réalisation d'une mesure annuelle par organisme agréé sur trois polluants (CH₄, N₂O et PM₁₀) pour la chaudière biomasse BM2, conformément à la réglementation sur les grandes installations de combustion. Plus spécifiquement, pour les PM₁₀ : la méthode de référence qui doit être utilisée est celle de la norme NF EN ISO 2310. A défaut, la description de la méthode utilisée doit être détaillée dans le rapport, et l'absence d'utilisation de cette méthode devra être justifiée dans ce rapport.

A noter que l'arrêté préfectoral complémentaire de 2025 contient une inversion des conduits entre les 2 chaudières biomasse. Un prochain arrêté préfectoral complémentaire doit en plus être l'occasion de rectifier ce point.

Synthèse CH1 :

paramètre	VLE*	surveillance
SO ₂	35 / 38,5 (GN) 170 / 170 / 187 (FOD)	<i>En continu</i>
NO _x	100 / 100 / 110 (GN) 110 / 145 / 145 (FOD)	<i>En continu</i>
poussières	5 / 5,5 (GN) 20 / 25 / 25 (FOD)	<i>En continu</i>
CO	100 (GN ou FOD)	<i>En continu</i>
O ₂	-	<i>En continu</i>
T°, P, humidité	-	<i>En continu</i>
débit	-	<i>Périodique ou continu</i>
formaldéhyde	-	<i>annuelle</i>

=> pas d'intérêt à garder des VLE et une surveillance pour HAP et COVnM

Synthèse CH2 :

paramètre	VLE*	surveillance
SO ₂	35 / 38,5	<i>Semestrielle avec estimation journalière</i>
NO _x	100 / 100 / 110	<i>En continu</i>
poussières	5 / 5,5	<i>Semestrielle</i>
CO	100	<i>En continu</i>
T°, P, humidité, O ₂	-	<i>En continu</i>
débit	-	<i>Périodique ou continu</i>

=> pas d'intérêt à garder une VLE et une surveillance pour les métaux

Synthèse TAG :

paramètre	VLE*	surveillance
SO ₂	10 / 11	<i>Semestrielle avec estimation journalière</i>
NO _x	50 / 50 / 55	<i>En continu</i>
poussières	10 / 11	<i>Semestrielle</i>
CO	85	<i>En continu</i>
T°, P, humidité, O ₂	-	<i>En continu</i>
débit	-	<i>Périodique ou continu</i>

=> pas d'intérêt à garder une VLE et une surveillance pour les métaux

Synthèse BM2 :

paramètre	VLE*	surveillance
SO ₂	70 / 175 / 175	<i>En continu</i>
NO _x	150 / 200 / 200	<i>En continu</i>
poussières	5 / 10 / 10	<i>En continu</i>
CO	200	<i>En continu</i>
T°, P, humidité, O ₂	-	<i>En continu</i>
débit	-	<i>Périodique ou continu</i>
NH ₃	5	<i>En continu</i>
HAP	0,01	<i>annuelle</i>
COV _{nM}	50 mg C / Nm³	<i>annuelle</i>
HCl	7 / 10 / 10	<i>En continu</i>
HF	1	<i>annuelle</i>
Dioxines / Furannes	0,1 ng I-TEQ/Nm³	<i>annuelle</i>
Hg	0,005	<i>annuelle</i>
Cd, Hg, Tl et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	<i>annuelle</i>
As, Se, Te et leurs composés	1 pour la somme	<i>annuelle</i>
Pb et ses composés	1	<i>annuelle</i>
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn et leurs composés	10 pour la somme	<i>annuelle</i>

* mg/Nm³ sur gaz secs à 3 % d'O₂

annuelle / mensuelle / journalière ou mensuelle / journalière

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature.Pour les combustibles mentionnés à la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- leur origine ;- leurs caractéristiques physico-chimiques ;- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;- l'identité du fournisseur ;- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>GN (gaz naturel) et FOD (fioul domestique)</p> <p>Pour les combustibles employés dans les chaudières et les moteurs, le gaz naturel et le FOD sont autorisés via l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le GN et le FOD étant des combustibles normés, il n'est pas attendu de programme qualité associé.</p> <p>Biomasse</p> <p>L'arrêté préfectoral de 2023 est à jour : il indique les combustibles autorisés, les teneurs maximales autorisées et le programme de suivi à mettre en œuvre.</p> <p>Document consulté en amont de l'inspection et fourni par l'exploitant : programme de suivi qualitatif et quantitatif de la biomasse sur la saison 2024/2025 et 2025/2026 (en cours).</p> <p>Le combustible employé est un mix de plaquette forestière et de broyat de palettes. L'inspection terrain a permis de constater, par sondage, la conformité du type de biomasse employé (visuel silos, échantillons).</p> <p>Pour chaque livraison, sont notamment référencés le nom du fournisseur, le type de combustible (plaquettes forestières et/ou broyat de palettes), la commune d'origine, le type de provenance (plateforme ou chantier), la pesée nette, le taux d'humidité, le transporteur (nom, type de camion, immatriculation et numéro de lettre de voiture).</p> <p>L'arrêté préfectoral de 2023 précise, en son article 12.6, que le combustible doit respecter un taux d'humidité moyen compris entre 20 % et 55 %. La consultation des mesures d'humidité sur la saison 2024- 2025 et 2025-2026 montre, pour certaines livraisons, des taux d'humidité inférieurs à 20 %. Ces lots de combustible ont été toutefois acceptés moyennant des pénalités de facturation.</p> <p>Documents d'analyse consultés : analyses granulométriques de 3 échantillons en 2024 (mars / avril) et d'un échantillon en novembre 2025. Les résultats sont conformes aux attendus prescrits par l'arrêté préfectoral de 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour optimiser le document de suivi, l'inspection des installations classées propose d'incorporer le résultat des analyses de granulométrie ainsi que les distances d'approvisionnement des combustibles.</p>

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-II
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, dans le cadre du système de management environnemental mentionné à l'article 5-1, l'exploitant inclut les éléments suivants dans les programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles listés dans le tableau ci-dessous et dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :</p> <p>i) Caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ;</p> <p>ii) Contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants ;</p> <p>iii) Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités.</p> <p>La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.</p> <p>Combustibles Substances / paramètres à caractériser</p> <p>Biomasse : PCI, Humidité, C, Cl, F, N, S, K, Na, Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn)</p> <p>Charbon / lignite : PCI, Humidité, Composés volatils, cendres, carbone lié, C, H, O, S, Br, Cl, F, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)</p> <p>Combustibles issus de l'industrie chimique (1) : Br, C, Cl, F, H, N, O, S, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)</p> <p>Gaz sidérurgiques : PCI, CH₄ (pour COG), C_xH_y (pour COG), CO₂, H₂, N₂, soufre total, poussières indice de Wobbe</p> <p>(1) Il est possible de réduire la liste des substances/paramètres caractérisés aux seuls susceptibles, selon toute vraisemblance, d'être présents dans le(s) combustibles, au vu des informations sur les matières premières et les procédés de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents d'analyse consultés : analyses de 3 échantillons en 2024 (mars / avril) pour la caractérisation initiale, et de quatre échantillons en novembre 2025, selon la norme NF EN ISO 14780 (Biocombustibles solides - Préparation des échantillons).</p> <p>NB : l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2023 fixe la périodicité de contrôle (2 fois par an au minimum). Les résultats des analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par sondage, les résultats de deux autres analyses d'échantillon sur 2025 ont été consultés.</p> <p>Il ressort de cette consultation que le sodium (Na) n'est pas analysé. L'exploitant doit intégrer ce paramètre dans les analyses qu'il doit réaliser sur la biomasse. Un délai de 1 mois est proposé pour ce retour à la conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit intégrer le sodium (Na) dans les analyses qu'il doit réaliser sur la biomasse. Un délai de 1 mois est proposé pour ce retour à la conformité.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ; - établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ; - vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ; - évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>Sur la conception appropriée des systèmes de traitement des fumées, les systèmes en place (filtre multi-cyclone, filtre à manches et système DeNOx type SNCR : i.e injection d'urée) ont depuis longtemps fait leur preuve.</p> <p>Le plan de gestion OTNOC de l'exploitant, daté au 23 avril 2025, a été consulté. Ce plan contient un plan de maintenance préventive relatif aux systèmes de traitement des fumées en place. Ce plan précise les fréquences de contrôle des divers système de traitement des fumées (annuel pour les filtres et trimestriel pour la DeNOx). Le plan est toutefois laconique et ne contient pas d'autres éléments sur la maintenance préventive des systèmes jouant un rôle dans la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Post inspection, il a été possible de consulter les procédures associées qui précisent le type d'entretien, la distinction entre contrôle de routine et contrôle approfondi, les opérations de contrôle pour chaque système de traitement des fumées (filtres à manche / système d'injection d'urée). Pour les manches, sont réalisées des opérations d'analyse (fréquence annuelle), de test de fuite à la poudre fluorescente (fréquence annuelle) ainsi que de pré-coating. Pour le système d'injection d'urée, la procédure de contrôle détaille les opérations réalisées et les fréquences associées sur les équipements constituant ce système.</p> <p>la consultation du plan de gestion OTNOC de l'exploitant amène l'inspection des installations classées à formuler les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur les différentes périodes OTNOC, le plan ne liste pas les périodes P4.2. (imputables aux appareils de mesure en continu ou aux systèmes d'acquisition de de leurs données) alors que la consultation des bilans mensuels montre que ces périodes sont bien identifiées. L'exploitant veillera à mettre à jour son plan de gestion OTNOC sur ce point. • le plan n'aborde pas l'évaluation périodique des émissions en phase OTNOC • le plan n'inclut pas une synthèse des données pour visualiser rapidement les durées et les fréquences d'occurrence des phases OTNOC (certaines de ces données sont disponibles mais non regroupées - pour ce que est des phases de démarrage, les valeurs incorrectes de seuil de charge ne permettent pas actuellement une comptabilisation correcte de ces données) • le plan doit inclure une procédure de comptabilisation des durées et fréquence des périodes OTNOC et prévoir des suites à donner en fonction des résultats observés, pour réduire au mieux ces périodes (mise en œuvre de mesure corrective si nécessaire). <p><i>NB : pour rappel sur les périodes OTNOC :</i></p>

P1 : démarrage / arrêt

P2 : indisponibilités soudaines et imprévisibles du Gaz naturel

P3 : panne / dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions

P4 : essais, réglages, entretien (P4.2 : imputables à AMS / DAHS)

Comme précisé ci-dessus, la consultation par sondage de bilans mensuels montre la comptabilisation des périodes OTNOC par les baies d'analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour son plan de gestion OTNOC en prenant en compte l'ensemble des constats formulés par l'inspection des installations classées.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : OTNOC: phase de démarrage et d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE du 7 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.
Constats : L'arrêté préfectoral du 30/03/2023 précise, en son article 5, les périodes de démarrage pour chaque appareil de combustion (CH1, CH2, TAG, BM1 et BM2). En amont de l'inspection, le plan de gestion OTNOC a été demandé à l'exploitant. Ce dernier n'évoque pas les seuils de charge de l'arrêté préfectoral. Suite aux échanges en salle, les seuils de charge de l'arrêté préfectoral correspondent bien à la nature des appareils. Il est rappelé à l'exploitant que ces seuils doivent être contrôlables en inspection. L'enjeu est d'importance puisqu'aucune valeur limite d'émission n'est opposable durant ces périodes. L'inspection des installations classées rappelle également que les émissions de polluants durant ces périodes sont à déclarer sur la plate-forme GEREP. En salle de supervision, par sondage, la visualisation des courbes de puissance a permis de vérifier ce point. De par l'inertie de la biomasse, les périodes de démarrage sont de l'ordre de quelques minutes pour le gaz naturel, et de plusieurs heures pour la biomasse (et plusieurs jours pour la période d'arrêt).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : OTNOC: surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1
Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les chaudières biomasse, L'exploitant réalise une mesure de ces émissions via ses baies d'analyse. Sur le gaz naturel, l'exploitant a déclaré que les émissions OTNOC étaient comptabilisées comme des émissions NOC. Le détail des périodes NOC et OTNOC est disponible dans la supervision de la baie d'analyse (non consulté le jour de l'inspection).</p> <p>En tout état de cause, il n'y a pas d'estimation des émissions au démarrage et à l'arrêt des chaudières, l'évaluation est réalisée sur la base d'une mesure précise (via baies d'analyse).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : VLE appareils de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10 à 13
Thème(s) : Actions nationales 2026 - VLE chaudières
Prescription contrôlée : L'article fixe les VLE à respecter par polluant et par type d'appareil de combustion.
Constats : <p>Comme précisé antérieurement, par appareil de combustion, pour identifier la valeur limite d'émission opposable de l'arrêté ministériel LCP, il est nécessaire de connaître le type d'appareil de combustion, la puissance de l'appareil, sa date de mise en service, le combustible utilisé, le type de système de traitement de fumées (éventuellement) et la durée de fonctionnement annuel.</p> <p>La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques de BM2 (pour la saison 2024/2025) et de CH1, CH2 et TAG (interventions de décembre 2023 et décembre 2024) montre le respect des valeurs limites d'émission.</p> <p>Un seul rapport a pu être consulté pour BM2 car cet appareil a été mis en service le 19 avril 2024.</p> <p>A noter que pour la TAG, l'exploitant a mentionné un nombre d'heure de fonctionnement annuel inférieur à 500 h. La consultation des heures de fonctionnement entre 2020 et 2025 montre cependant qu'en 2020, 2021, 2022 et 2023, la TAG a fonctionné plus de 500 h. Sur ce point, l'exploitant a déclaré que la mise en service des chaudières biomasse ne devrait plus amener la TAG à fonctionner plus de 500 h.</p> <p>En l'absence d'un engagement ferme de l'exploitant, les valeurs limites de l'AM LCP opposables à la TAG sont celles d'une TAG fonctionnant plus de 500 h à l'année.</p> <p>Par ailleurs, la puissance totale de l'installation de combustion fait également partie des critères permettant de connaître la valeur limite d'émission de l'AM LCP opposable à un appareil de combustion de cette installation (comparaison de cette puissance avec les seuils de 100 MW et de 300 MW). L'arrêté préfectoral de 2025 fixe à 95 MW sous la réserve qu'un dispositif technique empêche le fonctionnement simultané des chaudières gaz et des chaudières biomasse (soit les unes soit les autres). A défaut d'un tel dispositif, l'exploitant est en capacité de démontrer qu'il ne dépasse jamais la puissance de 95 MW. En salle de supervision, par sondage, il a pu être constaté que cette puissance de 95 MW n'était pas atteinte, même lors de l'épisode de grand froid début janvier 2026. En effet, la cogénération (TAG) est désormais en mode dispatchable.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance du SO₂</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en SO₂ dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, après l'entrée en vigueur des délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel : Mesure semestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation - Installations de combustion utilisant exclusivement du fioul domestique ou du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduels : Mesure trimestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté. <p>Au lieu de la mesure trimestrielle prévue, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de combustion utilisant exclusivement de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites : Mesure trimestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté. <p>Au lieu de la mesure trimestrielle prévue, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente</p> <p>Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>CH2 et TAG : La prescription impose une mesure semestrielle sur le polluant SO₂, avec une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation</p> <p>BM2 : La prescription impose une mesure trimestrielle sur le polluant SO₂, avec une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation</p> <p>CH1 : La prescription impose une mesure en continu sur le polluant SO₂ (car combustible mixte)</p> <p>Les points de contrôle relatifs aux fréquences de surveillance des polluants émis et à leurs valeurs limites d'émission ont pour objet de déterminer les éléments opposables aux chaudières et de les comparer aux éléments actés par arrêté préfectoral d'autorisation (arrêté du 4 novembre 2025).</p> <p>Par appareil de combustion, pour identifier la valeur limite d'émission opposable de l'arrêté ministériel LCP, il est</p>

nécessaire de connaître le type d'appareil de combustion, la puissance de l'appareil, sa date de mise en service, le combustible utilisé, le type de système de traitement de fumées (éventuellement) et la durée de fonctionnement annuel.

Un tableau de synthèse regroupera les valeurs ou fréquences de surveillance les plus contraignantes et servira de repère pour l'exploitant. Il sera acté à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils suivants : CH2, TAG et BM2.

Cependant, pour la CH1, la fréquence de surveillance pour le SO₂ est semestrielle avec estimation journalière, alors que l'arrêté ministériel impose une mesure en continu du fait que cet appareil peut fonctionner soit au gaz naturel, soit au FOD.

Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle.

Un délai de 6 mois est proposé à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réaliser dans un délai de 6 mois la mesure en continu du SO₂ pour la chaudière CH1.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 6 Mois


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance des NOx
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en NOX dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOX dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures par an : Mesure trimestrielle - Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT mises en service avant le 17 août 2017, <p>Après accord du préfet : Surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
<p>Constats :</p> <p>CH1, CH2, TAG et BM2 : La prescription impose une mesure en continu sur le polluant NOx</p> <p>La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils suivants : CH1, CH2, TAG et BM2.</p> <p>La mesure en continu sur ce paramètre a pu être constatée en salle de supervision ainsi que sur le terrain (présence de l'appareil automatique de mesurage).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance en poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Appareils de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel : Mesure semestrielle- Appareils utilisant comme combustible des gaz sidérurgiques, s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables : S'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, la fréquence minimale de surveillance est semestrielle.- Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
<p>Constats :</p> <p>CH2 et TAG : La prescription impose une mesure semestrielle sur le polluant poussières</p> <p>CH1 et BM2 : La prescription impose une mesure en continu sur le polluant poussières</p> <p>La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils suivants : CH1, CH2, TAG et BM2.</p> <p>Pour CH1 et BM2, la mesure en continu sur ce paramètre a pu être constatée en salle de supervision ainsi que sur le terrain (présence de l'appareil automatique de mesurage).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Surveillance


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance en CO
Prescription contrôlée : I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article. III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques : - Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT mises en service avant le 17 août 2017 - Après accord du préfet : surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement - Appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
Constats : La prescription impose une surveillance en continu sur le polluant CO La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils suivants : CH1, CH2, TAG et BM2. La mesure en continu sur ce paramètre a pu être constatée en salle de supervision ainsi que sur le terrain (présence de l'appareil automatique de mesurage).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance autres polluants (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an. Cependant, pour les installations d'une puissance supérieure ou égale à 100 MW autorisées après le 31 juillet 2002, à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant le 31 juillet 2001 pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003, la fréquence est trimestrielle. La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de surveillance dans des conditions de fonctionnement similaires sont peu dispersés.</p> <p>Les exigences relatives à la fréquence de surveillance des émissions de COVNM, de formaldéhyde, de HAP et des métaux ne s'appliquent pas lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel, du biométhane, du GPL ou de l'hydrogène, sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral.</p> <p>II. - Par dérogation au I :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pour les moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW fonctionnant au fioul lourd ou au fioul domestique ; -pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW utilisant des combustibles issus de procédés de l'industrie chimique, <p>la mesure des COVNM est remplacée par la mesure des COVT. La fréquence de mesure des COVT est semestrielle. S'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, des mesures périodiques peuvent être effectuées à chaque modification des caractéristiques du combustible, mais en tout état de cause, au moins une fois par an. Ces dispositions s'appliquent dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription impose une surveillance annuelle sur le polluant COVnM, formaldéhyde, HAP et métaux la prescription n'impose pas de surveillance si le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel.</p> <p>La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils suivants : CH2 et TAG.</p> <p>La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques de BM2 (pour la saison 2024/2025) et de CH1, CH2 et TAG (interventions de décembre 2023 et décembre 2024) montre la mesure effective des métaux.</p> <p>Cependant, pour CH1 et BM2, hormis les métaux, l'arrêté préfectoral n'impose pas de fréquence de mesure sur les autres paramètres.</p> <p>Un délai de 6 mois est proposé pour que l'exploitant se mette en conformité sur ce point (réalisation d'une mesure annuelle sur les COVnM, formaldéhyde et HAP pour la TAG et la BM2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre une mesure annuelle sur les COVnM, formaldéhyde et HAP pour la TAG et la BM2 dans un délai de 6 mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28-1
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance du mercure (Hg)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Combustible charbon</p> <p>Pour les appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, utilisant comme combustible du charbon, la fréquence de mesure du Hg est la suivante, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les installations de puissance thermique nominale inférieure à 300 MWth : mesure trimestrielle, sauf dans les cas suivants : - s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, des mesures périodiques peuvent être effectuées à chaque modification des caractéristiques du combustible ou des déchets susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions, mais en tout état de cause au moins une fois par an ; - pour les installations exploitées moins de 1 500 heures par an, la fréquence est annuelle ; - pour les installations de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 300 MWth : mesure en continu, sauf dans les cas suivants : - s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, des mesures périodiques peuvent être effectuées à chaque modification des caractéristiques du combustible susceptible d'avoir une incidence sur les émissions, mais en tout état de cause au moins une fois tous les six mois ; - au lieu de mesures en continu, il est possible de recourir à un échantillonnage en continu, couplé à de fréquentes analyses d'échantillons intégrés dans le temps, par exemple à l'aide d'une méthode normalisée de piégeage par sorbant. <p>Ces dispositions s'appliquent dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté.</p> <p>II. - Combustible biomasse solide</p> <p>Pour les appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW utilisant comme combustible de la biomasse solide, la fréquence de mesure du Hg est annuelle.</p> <p>S'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables du fait de la faible teneur en mercure du combustible, des mesures périodiques peuvent n'être effectuées qu'à chaque modification des caractéristiques du combustible susceptible d'avoir une incidence sur les émissions.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription impose, lorsque le combustible employé est de la biomasse solide, une surveillance annuelle sur le polluant Hg</p> <p>La prescription est identique à celle de l'arrêté préfectoral de 2023 (BM2).</p> <p>La consultation du rapport de contrôle des rejets atmosphériques de BM2 (pour la saison 2024/2025) montre la mesure effective de ce polluant.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Autres paramètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II.c. La prescription impose, lorsque le combustible employé est de la biomasse solide, une surveillance en continu sur le polluant HCl. Elle prévoit la possibilité de mesure semestrielle si les niveaux d'émission sont suffisamment stables.</p> <p>[...] I. La prescription impose une surveillance annuelle sur le polluant dioxines / furannes et HF.</p> <p>[...] II.e. La prescription impose une surveillance en continu sur le polluant NH₃ (du fait du recours à la SNCR : réduction catalytique non sélective). Elle prévoit la possibilité de mesure semestrielle si les heures annuelles d'exploitation n'atteignent pas 1500.</p> <p>[...] I.c. La prescription précise que l'arrêté préfectoral peut prévoir la réalisation de mesures de CH₄, N₂O et PM₁₀ pour valider les déclarations de ces émissions par l'exploitant exigées par l'arrêté du 31 janvier 2008 (GEREP).</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les dioxines / furannes et HF : la prescription est identique à celle de l'arrêté préfectoral de 2023 (BM2).</p> <p>L'injection d'urée (réduction catalytique non sélective) est une technique appliquée par l'exploitant pour réduire les émissions de ses chaudières biomasse, ce qui implique une mesure en continu de l'ammoniac (NH₃).</p> <p>Sur les polluants HCl et ammoniac (NH₃), l'arrêté préfectoral prévoit respectivement une mesure annuelle et semestrielle. Aussi, l'exploitant ne réalise pas de mesure en continu sur ces deux polluants. Il ne peut donc pas être en mesure de démontrer que les niveaux d'émission en HCl sont suffisamment stable pour demander une adaptation de la fréquence de mesure sur ce polluant.</p> <p>La consultation des rapports de contrôle des rejets atmosphériques de BM2 (pour la saison 2024/2025) et de CH1, CH2 et TAG (interventions de décembre 2023 et décembre 2024) montre la mesure effective des polluants concernés aux fréquences de l'arrêté préfectoral de 2023.</p> <p>Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle (mesure en continu des polluants HCl et NH₃).</p> <p>Un délai de 6 mois est proposé à cet effet.</p> <p>Par ailleurs, comme prévu par la réglementation, la réalisation d'une mesure annuelle par organisme agréé sur trois polluants (CH₄, N₂O et PM₁₀) sera prescrite dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Plus spécifiquement, pour les PM₁₀ : la méthode de référence qui doit être utilisée est celle de la norme NF EN ISO 2310. A défaut, la description de la méthode utilisée doit être détaillée dans le rapport, et l'absence d'utilisation de cette méthode devra être justifiée dans ce rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre une mesure en continu des polluants HCl et NH₃.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle, un délai de 6 mois est proposé à cet effet.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 6 Mois

N° 14 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance O2, T, P, vapeur d'eau
Prescription contrôlée : II.c. La prescription impose, lorsque le combustible employé est de la biomasse solide, une surveillance en continu sur le polluant HCl. Elle prévoit la possibilité de mesure semestrielle si les niveaux d'émission sont suffisamment stables. I. La prescription impose une surveillance annuelle sur le polluant dioxines / furannes et HF. II.e. La prescription impose une surveillance en continu sur le polluant NH3 (du fait du recours à la SNCR : réduction catalytique non sélective). Elle prévoit la possibilité de mesure semestrielle si les heures annuelles d'exploitation n'atteignent pas 1500. I.c. La prescription précise que l'arrêté préfectoral peut prévoir la réalisation de mesures de CH4, N2O et PM10 pour valider les déclarations de ces émissions par l'exploitant exigées par l'arrêté du 31 janvier 2008 (GEREP).
Constats : La prescription n'est pas plus contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2023 pour les appareils de combustion objets de cette inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 15 : Systèmes de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Dispositifs de réduction des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ;- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants.</p> <p>L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;- l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.
<p>Constats :</p> <p>La conduite à tenir en cas de dysfonctionnement observé sur les systèmes de traitement des fumées est incluse dans le plan de gestion OTNOC, consulté en amont de cette inspection, dans sa version 00 en date du 23 avril 2025.</p> <p>Il est à noter l'absence de l'action d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. Le plan de gestion OTNOC de l'exploitant prévoit un arrêt maximal des chaudières à J+7, soit une durée de dysfonctionnement cumulée de 168h. L'inspection des installations classées rappelle que la durée maximale sur 12 mois glissants est de 120 h. Au-delà, comme prévu dans la prescription, une demande motivée doit être formulée au préfet. A date, la consultation du compteur des 120 h ne montre pas de dépassement de ce seuil.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour sa procédure dans les cas de dysfonctionnement de ses systèmes de traitement des fumées pour intégrer ces éléments.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 et 36
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 32 : Dispositions relatives aux mesures périodiques</p> <p>I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.</p> <p>III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article 7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Article 36 : Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure périodique</p> <p>Dans le cas des mesures périodiques mentionnés à l'article 32 du présent arrêté, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.</p> <p>Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier que les organismes intervenants étaient bien agréés pour le prélèvement et/ou l'analyse pour chaque polluant concerné, que les conditions de fonctionnement de l'installation étaient notifiées sur chaque rapport, que les potentiels écarts identifiés à la norme ne compromettaient pas la conformité des résultats, que les nombres et durées des mesurages étaient respectés, et donc que les résultats des contrôles étaient bien exploitables, essai par essai.</p> <p>Rapports consultés : rapports de contrôle des rejets atmosphériques de BM2 (pour la saison 2024/2025) et de CH1, CH2 et TAG (interventions de décembre 2023 et décembre 2024).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 17 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement [soumis à autorisation] du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident. <p>NB : pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil est fixé à 0 (cela concerne les paramètres : poussières totales, NOX, SOx, N2O, CO2, et CH4)</p>
<p>Constats :</p> <p>En salle, par sondage, pour un polluant et une année donnée (NOx de 2024), l'inspection des installations classées a cherché à vérifier le bon report des émissions totales entre les données des baies d'analyse (périodes OTNOC et périodes NOC) et les données déclarées sur la plate-forme GERE.</p> <p>Cependant, le jour de l'inspection, l'effectif du site était réduit (vacances scolaires et arrêts maladie). Il a été convenu que l'exploitant fournisse les informations demandées dans un délai de 10 jours).</p> <p>Post inspection, l'exploitant a indiqué devoir se rapprocher du constructeur de la baie d'analyse pour confirmer ce point. Aussi, un délai d'un mois est proposé pour que l'exploitant démontre sa conformité sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra se rapprocher du constructeur de la baie d'analyse pour confirmer ce point. Aussi, un délai d'un mois est proposé pour que l'exploitant démontre sa conformité sur ce point.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois